

champ géopolitique ancien. Il en est advenu une nouvelle configuration géopolitique qui a vu la disparition de l'Union soviétique et de son bloc face à un capitalisme triomphant et une hégémonie américaine que Zbigniew Brzezinski destinait à un règne éternel.

L'État a commencé à apparaître, dans l'élaboration du nouveau capitalisme, comme un frein au développement des affaires. On l'obère. Les ultralibéraux lui vouent une telle antipathie qu'ils lui désignent un funeste destin : la mort. Alors, pour la première fois dans l'antagonisme entre le marxisme et le libéralisme, on aboutissait aux mêmes conclusions : le dépérissement de l'État est un bien pour la société.

La désétatisation de la scène internationale se nourrira de thèses déclinistes défavorables à l'action publique. La nature ayant horreur du vide, d'autres acteurs vont essayer d'occuper la place que l'État peine à combler.

Au Nord, les grands groupes financiers prennent les commandes du pouvoir politique et les dirigeants publics sont l'émanation des détenteurs du pouvoir économique, dans la mesure où les campagnes électorales coûtent excessivement cher. Des géants de la finance fabriquent des dirigeants politiques, s'ils ne prennent pas carrément eux-mêmes les commandes politiques. Par exemple, on constate que le cartel pétrolier (comme on disait le cartel de la drogue pour l'Amérique latine) a fait des pieds et des mains pour imposer les acteurs politiques de l'Administration Bush.

Au Sud, les ONG du Nord tentent de remplacer les États. Une partie des fonctions régaliennes de l'État leur est transférée. La coopération classique d'État à État est vilipendée et se dote

d'une nouvelle sémantique : la coopération indirecte. Il s'agit de zapper l'État pour atteindre la population sous sa souveraineté à travers les ONG des pays donateurs. On assiste alors à une hypertrophie de l'humanitaire même en l'absence de guerre. De conjoncturelle par nature (expéditionnaire), l'assistance humanitaire devient structurelle (concentrationnaire).

La guerre en Irak va révéler un phénomène inédit : la privatisation d'une partie des opérations militaires ; des mercenaires, des groupes paramilitaires à cheval entre milices privées et gangs de tueurs à gages, sont utilisés par les armées officielles comme forces d'appui.

De plus en plus, on a entendu des appels stridents à la disqualification des projets collectifs de l'État. Plusieurs théoriciens du postmodernisme épiloquent sur la désétatisation de la scène internationale. L'État n'était plus crédible, à leurs yeux, pour agir sur une scène globalisée dont la dérégulation tendait à être la règle. La déréglementation des mouvements de capitaux fut affublée du sobriquet non moins pompeux de « Big Bang » de la City en 1986. Le thatchérisme était à son apogée. La reaganomie en avait assuré le relais pour réduire l'État à sa plus simple expression.

Sur ces entrefaites, déboule en 1989 le Consensus de Washington de Williamson en guise de bible de l'ultralibéralisme. Le Trésor américain, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale se mettaient d'accord sur le décalogue de Williamson pour imprimer un rythme néolibéral à l'économie mondiale sous le prisme de l'École de Chicago.

Plusieurs crises vont montrer les défaillances du moteur néolibéral qu'on s'évertuait à inoculer à la mondialisation.

En 1987, le 19 octobre, la crise boursière démarre à Wall Street. En juillet 1997, la crise asiatique explose. Elle est suivie de la quasi-faillite de la Russie en 1998. En 2001, une autre crise boursière sévit aux États-Unis. La bulle informatique explose et les valeurs informatiques dégringolent en entraînant la faillite de plusieurs sociétés (les gazelles des valeurs numériques surtout).

Le président de la FED, Alan Greenspan, élabore une stratégie de relance en prônant le faible taux d'intérêt (1%). C'est le lancement de la politique expansive et du crédit facile. Les attentats du 11 septembre 2001 fournissent l'occasion aux autorités américaines d'inciter les banques à prêter à tour de bras. Il s'agit aussi d'atténuer l'impact psychologique sur les Américains dont le moral avait été mis à mal par la fragilité du système de protection des citoyens.

La bulle immobilière enfle avec les crédits *subprimes*, car les banques ou d'autres institutions non bancaires les consentent sans regard rigoureux sur les capacités de remboursement des débiteurs. Il s'agit en fait de crédits qu'on appellera NINJA (No Income, No Job, No Asset : pas de revenu, pas d'emploi, pas d'actif).

Mais avant tout cela, sur la scène internationale, plusieurs bouleversements transforment la configuration des forces en présence. La Chine a commencé depuis 1978, sous la férule de Deng Xiaoping, une évolution (en fait une révolution en douceur) à la hussarde avec une croissance à deux chiffres. Son taux d'épargne est record. Les coûts du travail y sont faibles. Elle profite de délocalisations de sociétés capitalistes (américaines, européennes et surtout japonaises). Elle devient l'atelier du

monde. Son large marché intérieur attire les capitaux étrangers. C'est la ruée du monde vers la Chine. En trente ans, elle rejoint, puis dépasse, plusieurs États du peloton de tête de l'économie internationale. Elle retrouve sa souveraineté sur Hong Kong en 1997 (à l'issue du bail de 100 ans accordé à l'Angleterre) et Macao en 1999.

Par le truchement de Hong Kong (à qui elle garantit la continuation du système capitaliste) et Schenzen (sa zone franche capitaliste en face de Hong Kong), la Chine absorbe des capitaux gigantesques. Elle dégage d'énormes excédents et investit dans les fonds souverains et les bonds du Trésor des États-Unis.

Son entrée à l'Organisation mondiale du commerce crée presque la panique. Elle déverse sa production dans plusieurs sphères de l'économie mondiale. La tendance baissière des produits chinois envoie au chômage de nombreux citoyens du monde libéral. C'est le monde à l'envers. Les appels au protectionnisme et au *dumping* contre la Chine dominent les débats politiques en Occident.

La situation est tout à fait aux antipodes pour les pays les plus pauvres. Au sortir du deuxième choc pétrolier, la crise de l'endettement voit plusieurs défauts de paiement s'annoncer dans ce qu'on appelait encore le Tiers Monde. Alors que le Mexique, puis l'Argentine et le Brésil déclarent en 1982 leur incapacité à faire face au service de la dette, les autres pays endettés d'Afrique et d'Asie passent sur le grill des politiques d'ajustement structurel. Il s'agit d'une série de mesures fondées sur la philosophie monétariste. Elles s'efforcent, en véritables cures d'amaigrissement, d'adapt-

ter les économies attardées à suivre les standards du marché mondial. Cette ouverture forcée au monde se fait au détriment des secteurs sociaux. La pauvreté s'aggrave et les États considérés comme obèses auparavant ne peuvent plus accomplir leurs rôles régaliens. La soutenabilité de leurs dettes est telle que pour tout nouveau flux de capitaux, un accord avec le Fonds monétaire international est indispensable. Cet accord est soumis aux conditionnalités des politiques d'ajustement structurel qui imposent des sacrifices indicibles aux populations pauvres. Presque partout où elles sont appliquées, les mesures d'ajustement structurel ne parviennent pas à améliorer la situation des pays soumis à la diète. La libéralisation tous azimuts a fini d'exténuer les économies fragilisées et les a laissées exsangues. L'austérité budgétaire et monétaire réduisait la marge de manœuvre de l'État et partant, avait perdu aux yeux des populations toute légitimité.

À la chute du Mur de Berlin, les États occidentaux trouvent trop lourde la charge de porter à bout de bras leurs satellites du Tiers Monde. Les regards sont tournés vers l'intégration de l'Europe de l'Est dans l'orbite européenne et celui de l'OTAN. La Russie reste le rescapé du démembrement de l'Union soviétique. Elle est tenue à carreau et se soumet aux diktats de la finance internationale jusqu'à frôler l'asphyxie en 1998.

Les États d'Afrique perdent de leur pondération géopolitique et les zones d'influence y sont passées de mode. À la Conférence des chefs d'État d'Afrique et de France, tenue à la Baule en 1990, François Mitterrand le signifie aux chefs d'État africains : le vent de l'Est, celui de la perestroïka, n'allait pas épargner l'Afrique. On en revient au slogan du

cartiérisme de 1960 : « La Corrèze avant le Zambèze. »

À la crise de l'endettement et son cortège de mesures de libéralisation forcée, s'ajoutent dorénavant la conditionnalité politique (démocratisation) et le triomphe du droit de l'homme.

De nouveaux axes de l'après-bipolarité se dessinent. Abandonnée à son triste sort, l'Afrique va plonger dans les ténèbres des guerres. Deux décennies durant, les Africains vont s'entretuer au moment même où le monde négocie l'avènement d'un nouvel ordre.

Mais ce lâchage en règle a quelque chose de bénéfique. Les États africains s'efforcent de se prendre en charge. Malgré les guerres, les solutions n'ignorent plus les dynamiques africaines. Dans la foulée, l'Union africaine vient remplacer l'Organisation de l'Unité africaine. Elle se dote de structures d'intervention et de pacification dans les États membres. Le jugement des pairs est admis entre chefs d'État africains. Des puissances régionales interviennent pour régler les conflits internes aux États (Afrique du Sud, Nigeria, Angola). La diplomatie n'est pas en reste : l'activisme d'un Bongo, d'un Mbeki ou d'un Sassou Nguesso par exemple, le Comité des sages constitué d'anciens chefs d'État permettent de renouer les fils du dialogue entre protagonistes nationaux.

Le nouvel ordre passera par d'autres guerres qui impliqueront les grandes puissances (en Irak, en Afghanistan, en Tchétchénie, etc.).

Les États-Unis sortent financièrement exsangues de ces confrontations armées. Leur endettement est colossal. Les déficits publics s'y installent durablement. Ils connaissent plusieurs crises. La bulle de l'immobilier y éclate déjà

(10 milliards de dollars) en 1990-1991 et conduit à la récession. En 2002, les nouvelles économiques sont catastrophiques : 2 000 milliards s'évaporent en bourse, l'indice Dow Jones des technologies de la communication chute de 86 %, des dépôts de bilan de toutes parts. Vingt-trois compagnies en faillite, dont World Com, la plus grande banqueroute de tous les temps ; sur le marché du téléphone, Covad, Focal Communications, Mc Leod, Northpoint et WinStar, tous coulés...¹ Sans oublier les chutes célèbres d'Enron et d'Arthur Andersen.

Deux thérapeutiques sont en vogue à l'époque : l'austérité pour les pays pauvres de la planète, la relance keynésienne dans les économies asiatiques. Aux uns, le modèle impérial Banque mondiale-Fonds monétaire international, aux autres, le modèle expansionniste en Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient. L'économie réelle semble être transférée vers l'Asie et l'Occident se régale de la « nouvelle économie » des services et des idées. Les biens lui viennent d'Asie. Ses usines ferment et les hauts fourneaux relèvent du souvenir. Cette configuration renforce l'axe Asie-Afrique (cette dernière fournissant les matières premières nécessaires à l'industrie de la première). L'Amérique latine profite de la même aubaine. Les pays émergents vont provenir de cette nouvelle distribution des rôles. Les délocalisations profitent aux nouveaux eldorados et les acquisitions dans l'économie secondaire, l'industrie, tâche poussiéreuse, sont laissées aux mains de ceux qui sont encore fascinés par la puissance de l'acier et du béton.

À l'instar des producteurs de pétrole qui avaient bénéficié des chocs pétroliers, les nouvelles puissances économiques se constituent des fonds souverains. Ceux-ci vont s'investir dans la boulimie d'argent des pays développés. À travers des bons du trésor et des obligations, voire des actions, les économies occidentales sont ainsi rachetées morceau après morceau. Les encaisses additionnelles viennent renflouer une épargne de plus en plus forte alors que leur propension à consommer est encore faible. Les excédents ainsi engrangés contrastent avec les dettes publiques et privées accumulées dans les économies développées. L'industrie ayant choisi les coûts de travail réduits de l'Asie et les économies développées ne s'étant pas rapidement converties en d'autres domaines, elles connaissent des taux de chômage record. De plus, elles ont des balances commerciales déficitaires vis-à-vis de l'Asie. Ce continent regroupe une formidable armada économique : le pétrole du Moyen-Orient, le gaz de l'Asie Mineure et des anciennes républiques soviétiques d'Asie, les excédents financiers des dragons et tigres, la production concentrée en Inde et en Chine, sans compter des marchés intérieurs de taille éléphantinesque, notamment grâce à une abondante démographie.

Les réserves de change accumulées par l'Asie viennent s'ajouter au surcroît d'épargne dans les pays émergents face à l'insuffisance d'épargne en Europe et aux États-Unis. Les transferts de biens sont plus abondants dans le sens Asie-autres destinations. En échange, la production plus spécialisée (aviation, centrales nucléaires, technologies sophistiquées...) s'exporte vers l'Asie. L'immobilier et le trafic maritime, les ports et les aéroports y battent tous les records d'affluence.

¹ Stiglitz J., *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003, p. 178.

Entre-temps, les États-Unis sont en butte à deux effroyables guerres qui obèrent leurs finances publiques. Pour la seule guerre en Irak, Joseph Stiglitz calcule qu'elle aura coûté, jusqu'en 2007, plus de 3 000 milliards de dollars. *L'overstretching* de l'hégémon que condamnait Paul Kennedy¹ semble entraîner les États-Unis vers une incapacité à tenir leur rôle suite à un excès d'engagements à travers le monde sans moyens conséquents.

AUX ORIGINES DE LA CRISE

Le monde en était là lorsque survint la crise dite des *subprimes*. Sur le plan strictement économique, on peut s'interroger sur la façon dont on en est arrivé là. Quelles conséquences sur l'évolution du système international et quelles voies de sortie pourraient être envisagées ?

Les avis divergent sur l'origine exacte de la crise actuelle dont les *subprimes* ont été des révélateurs. Pour les uns, la crise était déjà présente dans la révolution libérale dont le *big bang* a été provoqué par Richard Nixon le 15 août 1971² : unilatéralement, les États-Unis ont décidé d'abandonner le système de change fixe pour un système de change flottant. Ils proclament l'inconvertibilité du dollar en or. La monnaie devient une marchandise comme une autre.

Il y aura ensuite des bouleversements technologiques qui nourriront la dérégulation.

Pour Ignacio Ramonet aussi³ tout a commencé le 15 août 1971. C'est tout le système mis en place à Bretton Woods en 1944 qui s'effondre. C'est aussi l'acte de naissance de ce qu'il faut appeler le « nouveau capitalisme », car il rétablit la liberté de manœuvre monétaire de Washington, ouvre la voie aux mesures radicales de dérégulation financière et va permettre l'essor de la mondialisation néolibérale.

Pour beaucoup de commentateurs, note Jérôme Sgard⁴, la récente crise financière trouve son origine dans l'évolution de la science économique depuis les années 1970. Bien sûr, l'appétit du gain, les comportements mimétiques ou la défaillance des régulateurs ont joué un rôle direct.

Pour Nicolas Crespelle⁵, la crise financière est la conséquence d'une double cécité : celle de la Banque centrale américaine qui n'a pas vu, ou plutôt qui n'a pas tenu compte, avec la poursuite de sa politique d'argent bon marché, de la formation de la bulle spéculative sur l'immobilier. Et celle des autres régulateurs, qui ont laissé Wall Street développer hors de leur contrôle toute une série de nouveaux produits financiers, des produits dérivés, dont le dénominateur commun était de prétendre supprimer le risque en le dispersant et en le morcelant.

Michel Aglietta suggère de partir d'un autre point pour comprendre comment s'est déclenchée la crise financière mondiale⁶. Pour lui, il faut opérer

1 Kennedy P., *Le Déclin des grandes puissances*.

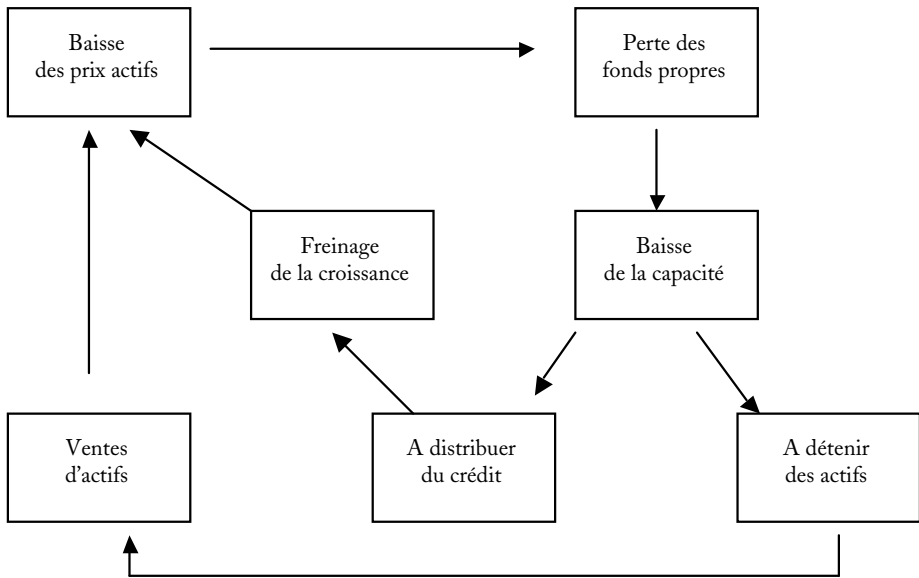
2 Quatrepoint J.-M., *op. cit.*, p. 34.

3 Ramonet I., *op. cit.*, p. 33.

4 Sgard J., « La crise, les économistes et le prix Nobel d'Elinor Ostrom », in *Esprit*, novembre, 2009, p. 107 - 117.

5 Crespelle N., *La crise en question*, Paris, Eyrolles, 2009, p. 4.

6 Aglietta M., *La crise, op. cit.*, p. 33 et 34.



PIB mondial en 2040

	Population (millions)	% du total	PIB (en milliards de dollars 2000)	% total
États-Unis	392	5	41944	14
Union européenne	376	4	15040	5
Inde	1522	17	36528	12
Chine	1455	17	123675	40
Japon	108	1	5292	2
Autres États émergents d'Asie	516	6	35604	12
Sous-total	4369	50	258083	85
Reste du monde	4332	50	49774	16
Monde	8701	100	307857	100

Source : R. W. Fogel, *Capitalism and Democracy in 2040*, Deadalus, 2007.

un retour en arrière et revenir à la crise asiatique. Celle-ci a éclaté en Asie du Sud-Est en juillet 1997. Elle fut suscitée par le processus habituel de la croissance excessive de l'endettement, aggravée par le fait que les banques locales empruntaient à court terme en dollars et finançaient la spéculation immobilière et le surinvestissement industriel en monnaies locales. Cette crise a provoqué de profonds changements dans le régime de croissance des pays qui l'avaient subie : changeant de modèle économique, ils sont passés d'une croissance tirée par la demande intérieure à une croissance tirée par les exportations. Forts désormais d'un excédent extérieur et d'une épargne plus importante que l'investissement interne, ils sont devenus exportateurs de capitaux, conclut Aglietta.

À en croire Anton Brender et Florence Pisani¹, des nouveaux dispositifs et des enchaînements ont conduit à la première crise de la finance globalisée. Cette crise révèle la faillite d'une idéologie qui a poussé les autorités à délaïsser leur fonction de régulation et de surveillance.

Fustigeant l'argument facile qui consiste à dire que l'autorégulation, en matière financière, a toutes les chances de ramener l'ordre, Patrick Artus et Olivier Pastré² identifient « les véritables causes de la crise, qui sont au nombre de cinq » :

- Un modèle de croissance dangereux : dans beaucoup de pays développés, la croissance a évolué au cours des années 1980 vers un modèle bipolaire :

d'un côté des services sophistiqués (finance, technologies de l'information...), de l'autre des services à vocation domestique utilisant surtout de l'emploi peu qualifié (construction, distribution, services aux particuliers, transports, loisirs...).

- Une rentabilité exigée du capital anormalement élevée et une baisse de l'investissement.

- Une absence de contrôle de la liquidité mondiale : depuis le début de la crise, la création monétaire mondiale s'explique par les politiques monétaires très expansionnistes mises en œuvre aux États-Unis et en Europe. Jusqu'à 2007, elle venait d'un mécanisme différent : l'accumulation de réserves de change dans les pays émergents d'Asie, au Japon et dans les pays producteurs de pétrole.

- Un caractère procyclique des normes de la finance internationale.

- Un mépris témoigné aux pays émergents : avant, le G8 se comportait en « directoire de la mondialisation » en laissant à sa porte le Tiers Monde. Les pays émergents, au premier rang desquels figurent les désormais célèbres BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont renversé la tendance. Le tableau page 27 illustre mieux le changement.

John Taylor, professeur à l'université de Stanford et ancien sous-secrétaire au Trésor de l'Administration Bush développe une autre thèse dans son manifeste « Comment l'action du gouvernement et ses interventions ont causé, prolongé et aggravé la crise financière ? ». Pour lui³, l'origine du mal serait une politique absurde du logement qui a cherché à étendre la propriété immobilière à des

1 Brender A. et Pisani F., *La crise de la finance globalisée*, Paris, La Découverte, 2009, p. 3 et 4.

2 Artus P. et Pastré O., *Sorties de crise*, Paris, Perrin, 2009, p. 85 et suivantes.

3 Cité par Dockes P. et Lorenzi J.-H., *Fin de monde ou sortie de crise ?*, Paris, Perrin, 2009, p. 86 - 87.

catégories défavorisées, en particulier à des minorités ethniques, et le choix de mener cette politique non pas au fil de décisions budgétaires ou fiscales mais en manipulant le système de crédits, en utilisant le pouvoir réglementaire pour « forcer » les institutions financières à abaisser leurs standards de prêts et à accorder des crédits au-delà de ce qu'elles auraient fait sinon. Il cite deux mesures : la CRA (Community Reinvestment Act) de 1977 et la mission confiée après-guerre aux institutions de refinancement des crédits immobiliers, Fannie Mae et Freddie Mac. Il souligne également le rôle d'une directive du département du Logement en 1994 sous l'Administration Clinton.

Pourtant, on peut argumenter en mettant en cause plutôt l'Administration Bush dont le contexte idéologique ne permettait pas d'imposer des régulations efficaces. Mieux, depuis 2001, date à laquelle la Réserve fédérale américaine, pour éviter une crise économique à la suite des attentats du 11 Septembre, a largement ouvert les vannes du crédit grâce à une politique de taux bas, une bulle s'est formée sur le marché immobilier américain¹. Le moral au plus bas au lendemain du 11 Septembre avait amené les autorités à maintenir la confiance des ménages à travers les *subprimes*. « Des jeux et du pain » disaient les Romains pour faire oublier les soucis populaires.

Pour George Soros², la crise a été lente à venir, mais elle aurait pu être anticipée plusieurs années plus tôt. Elle trouve son origine dans l'éclatement de la bulle Internet à la fin de 2000. La

FED y avait répondu en ramenant le taux des fonds fédéraux de 6,5 % à 3,5 %. L'attaque du 11 Septembre 2001 a encouragé la FED dans ses taux bas jusqu'à atteindre 1 % en juillet 2003. En réalité, le taux d'intérêt réel (corrige de l'inflation) à court terme a été négatif.

D'autres arguments renvoient dos à dos les banquiers et les pouvoirs dans les raisons du déclenchement de la crise. C'est l'option défendue par Matthieu Pigasse et Gilles Finchelstein³ dans leur métaphore d'un monde en feu : voilà l'image qui reste de cette première crise mondialisée. Voilà l'image qui reste de la première crise de l'histoire qui trouve son origine dans un excès de « générosité » des banques qui ont prêté à des ménages de plus en plus insolvable. Ils ajoutent que les pouvoirs publics portent eux aussi une lourde responsabilité. Une série de griefs leur incombent : ils ont encouragé, ou mené, des politiques économiques qui faisaient de l'endettement le moteur de la croissance. Ils ont contribué à la déréglementation et, pis encore, à l'édiction de normes qui, telles les normes comptables, ont amplifié la crise. Ils ont failli dans leur mission de contrôle, encourageant même des pratiques, telles que la titrisation, qui ont constitué le terreau de la crise.

C'est ainsi que Paul Washer⁴ considère que nous vivons en réalité une « crise de l'étatisme » et non une crise de l'économie de marché. En effet, si les crédits hypothécaires – donc les dettes de clients – étaient restés à l'ac-

1 Crespelle N., *op. cit.*, p. 19.

2 Soros G., *op. cit.*, p. 19.

3 Pigasse M. et Finchelstein G., *Lg Monde d'après. Les conséquences d'une crise sans précédent*, Paris, Hachette Littératures, 2009, p. 14-15.

4 Washer P., *Secret Finance, le grand krach*, Bruxelles, Genèse, 2009, p. 45.

tif des banques, les États-Unis auraient connu une crise immobilière grave – et peut-être aussi l'Espagne et la Grande-Bretagne – qui aurait eu une incidence indirecte et progressive sur les autres économies nationales, due au ralentissement de la consommation dans ces pays, mais pas une grande récession touchant le monde entier. Mais les banques américaines ont cru se débarrasser du risque hypothécaire en titrisant leurs prêts et en les vendant dans le monde entier sous forme de papier commercial très mal défini.

Éric Laurent¹ est convaincu qu'il faut remonter vingt-cinq ans en arrière pour comprendre les origines de la crise qui a éclaté à Wall Street en 2008. Elle est à rechercher à cinq mille kilomètres de New York, dans la Silicon Valley, cette pointe extrême du capitalisme située à 60 kilomètres de San Francisco. Il va y naître deux convictions qui se répandront à travers les États-Unis et se transformeront en dogmes, créant des dommages irréparables : 1. Le culte de la toute-puissance informatique et celui de la vitesse qui vont aboutir à la création de modèles mathématiques pour la finance. 2. L'indispensable abandon des industries traditionnelles.

Par la suite, et plus exactement le 12 novembre 1999, Bill Clinton effacera l'amendement Glass Steagall, une survivance du New Deal de Roosevelt. En effet, en signant le Financial Services Modernization Act, il autorisait désormais la concurrence entre les banques de dépôts, banques d'investissement et compagnies d'assurances. « Elle favorise les surenchères et les excès qui débou-

cheront neuf ans plus tard sur la crise actuelle. »

Une troisième source de cette crise, pour Éric Laurent, se situe en 1983, lorsque Robert Rubin, qui sera par la suite secrétaire au Trésor de Bill Clinton, effectua un voyage à Cambridge, au siège du MIT. Il y engagea Fischer Black qui, depuis dix ans, avec deux collègues, Myron Scholes et Robert Merton, élaborait une théorie révolutionnaire pour le monde de la finance. Ils expliquaient comment utiliser des actions pour calculer la valeur des « dérivés », ces instruments financiers qui sécurisent la circulation de l'épargne en permettant de s'assurer contre les risques de mouvements de valeur d'un actif.

On pourrait même aller jusqu'à citer Benoît Mandelbrot, inventeur de la théorie des fractales et de la géométrie financière. Car c'est cette théorie, expérimentée notamment chez IBM, qui à l'avantage de mieux prédire la survenue des variations extrêmes. Par conséquent, Mandelbrot a été particulièrement critique sur la théorie de Merton, Black et Scholes. Face aux turbulences financières, celle-ci n'était pas en mesure de prendre en compte les changements de prix instantanés et les informations essentielles. Ce qui a pour effet de fausser les moyennes. La suite des événements semble lui donner raison.

Nicolas Baverez² est plus révolutionnaire sur la question : « Autant qu'une crise, il s'agit d'une révolution. » Et il développe une argumentation étayée par l'histoire : Révolution économique avec la fin du cycle néolibéral de la mondialisation qui débuta à la fin des années 1970

1 Laurent E., *La face cachée des banques*, Paris, Plon, 2009, p. 48.

2 Baverez N., *Après le déluge. La grande crise de la mondialisation*, Paris, Perrin, 2009, p. 11-12.

et fut placé sous le signe du retrait de l'État et de la déréglementation, de l'ouverture des frontières, de l'innovation financière et du primat de la politique monétaire. Révolution géopolitique avec le bouleversement de la hiérarchie des nations et des continents, marqué par le déclin relatif des pays développés, y compris des États-Unis, et l'ascension des nouvelles superpuissances du Sud rangées derrière la bannière chinoise. Révolution politique avec le défi d'imaginer des institutions et des règles pour la mondialisation sur fond d'emballage de tentations protectionnistes et d'exacerbation des nationalismes. Révolution intellectuelle et idéologique avec la déconfiture du néoconservatisme et l'effondrement du mythe de l'autorégulation des marchés...

Une telle rafale de révolutions devrait en principe conduire à considérer que la crise est globale et systémique. Elle ne pourra donc pas être assimilable à une crise ou une autre qu'à déjà connue le capitalisme dans ses pérégrinations scabreuses. La crise actuelle, écrit Soros, n'est pas comparable à celles qui affectent périodiquement tel ou tel segment du système financier depuis les années 1980 : la crise financière internationale en 1982, la crise des caisses d'épargne aux États-Unis en 1986, la débâcle de l'assurance de portefeuille en 1987, la faillite de Kidder Peabody en 1994, la crise des marchés émergents en 1997, la faillite de LCTM en 1998, la bulle technologique en 2000. « Elle n'est pas limitée à telle ou telle société ni à tel ou tel segment du système financier ; elle a conduit le système tout entier au bord de la rupture. »¹

¹ Soros G., *op. cit.*, p. 123.

Sur les mêmes bases, Nicolas Bavarez met en garde contre les erreurs de diagnostic : « Il est vital de ne pas se tromper sur la nature de l'événement². » Car, en effet, il ne s'agit pas d'une crise de liquidité mais d'une crise complexe, affectant l'immobilier, le crédit, le système financier, la croissance, l'emploi. Il ne s'agit pas d'une crise américaine, mais d'une crise mondiale, la première du capitalisme universel. Il ne s'agit pas d'une crise financière mais d'une grande crise économique qui remet en question la norme du capitalisme tel qu'il s'est développé depuis trois décennies. Il ne s'agit pas simplement d'un effondrement du crédit mais de l'écoulement d'un mode d'organisation des échanges mondiaux. Il ne s'agit pas uniquement d'un choc économique mais d'un bouleversement stratégique qui modifiera le système géopolitique et la hiérarchie des puissances du XXI^e siècle. Et la conclusion coule de sources : « Il ne s'agit pas d'un accident mais d'une rupture historique. »

La conception crescendo des cercles concentriques montre bien les liens systémiques entre les différentes composantes du milieu international. Les causalités en chaîne appellent une plus grande porosité entre les sciences humaines pour enrichir la compréhension d'un phénomène. Aucun secteur n'étant épargné dans le chambardement, il sied de s'interroger sur les capacités d'instruments anciens à permettre une bonne lecture des événements. Le changement de paradigme s'impose. Des approches de plus en plus globalisantes seront nécessaires pour appréhender des phénomènes de plus en plus complexes et dont la vitesse d'occurrence s'accélère ainsi

² Bavarez N., *op. cit.*, p. 12.

que leur connexion au sein du système international.

La crise des *subprimes* a démontré qu'elle était un révélateur et un catalyseur d'une crise financière et bancaire majeure. Néanmoins, on peut relever que, si la dimension financière et bancaire n'est pas l'unique aspect de cette crise majeure, il est clair que la crise, en frappant la finance, a atteint le cœur du capitalisme et ne pouvait que devenir systémique, comme le démontre Jean-Paul Pollin¹. La crise est globale. Mais les cercles des économistes ne retiennent que deux sens du mot : elle affecte tous les secteurs, toutes les dimensions de l'économie, elle se développe immédiatement à l'échelle de la planète.

Christian Stoffaës permet d'approfondir le débat². Il se demande s'il serait opératoire de savoir si la crise était conjoncturelle – une fluctuation cyclique un peu plus prononcée que d'autres, après quoi tout repartirait comme avant, ainsi que le monde s'était sorti sans difficulté majeure de l'éclatement de la « bulle Internet », de la « crise asiatique », de la « crise russe » – ou bien structurelle – une rupture fondamentale du régime de croissance, la fin d'un monde, un bouleversement des structures industrielles familières, de la hiérarchie des nations, des idéologies politiques.

Pour lui, il s'agit des deux en réalité. Cela n'est pas contradictoire. Mais la rupture s'impose de plus en plus dans la structure du directoire de la mondialisation : de G8, on passe au G20 voire au G2. C'est révolutionnaire. Autant que l'est la

position privilégiée de la Chine qui tire plus de la mondialisation que tout autre État. C'est aussi révolutionnaire, le G20, au point d'inquiéter Jacques Attali qui écrit³ que remplacer le G8 par le G20 est une défaite pour l'Europe. Le G20 lui paraît problématique : 27 chefs d'État, ordre du jour impossible, discussions impossibles dans un temps si court, points de vue si différents qu'aucun consensus n'est possible, sans représentation de l'Afrique subsaharienne (alors que l'Afrique du Sud y est invitée)...L'Europe y est formidablement affaiblie par rapport à son poids dans le G7 et dans le G8.

À la fin, les décisions s'y prennent en faveur du G2 (États-Unis et Chine) : exclusion de la liste de leurs paradis fiscaux à la réunion de Londres et prise sur la seule Europe des quotas du FMI nécessaires à l'Inde et à la Chine à la réunion de Pittsburgh.

La question que se pose le cercle des économistes (fin de monde ou sortie de crise ?) n'appelle pas une réponse tranchée. Il faut éviter le manichéisme. Des ingrédients de chaque registre (sortie de crise ou fin de monde) s'entremêlent. Des changements postcrise, assurément ; mais l'ampleur fera qu'il s'agira et de la sortie de crise et de la fin d'un certain système en décalage avec la réalité que générera la crise actuelle.

Le centre de gravité de l'économie et de la finance se déplace vers l'Asie qui cumule les positions stratégiques suivantes : le pétrole du Moyen-Orient, la finance et l'industrie sino-indienne. Il faut y ajouter les succès économiques de l'Indonésie, de Hong Kong, de Singa-

1 Pollin J. P., « Système bancaire: rupture ou continuité ? », in Dockes P. et Lorenzi J. H., *op. cit.*, p. 135-154.

2 Stoffaës C., « Quel diagnostic pour quelle crise ? », *idem*, p. 170-195.

3 Sur son blog du dimanche 27 septembre 2009.

Big Budget Expenditure	Cost	Inflation Adjusted Cost
Marshall Plan	\$ 12.7 billions	\$ 115.3 billions
Louisiana Purchase	\$ 15.7 billions	\$ 217 billions
Race to the Moon	\$ 36.4 billions	\$ 237 billions
S & L Crisis	\$ 153 billions	\$ 256 billions
Korean War	\$ 54 billions	\$ 454 billions
The New Deal	\$ 32 billions (estimé)	\$ 500 billions
Gulf War II/Invasion of Irak	\$ 551 billions	\$ 597 billions
Vietnam War	\$ 111 billions	\$ 698 billions
NASA	\$ 416,7 billions	\$ 851.2 billions
Total		\$ 3.92 trillions

pour, de la Corée du Sud, du Japon, du Vietnam, etc.

La crise, ayant provoqué un *credit crunch* (un assèchement des crédits)¹, aura des effets inattendus sur la géopolitique Afrique-Asie. En effet, face au reflux euro-américain et aux déficits criants en Occident, l'Afrique recevra de moins en moins de fonds en provenance d'Europe et d'Amérique. Au contraire, pour maintenir la croissance mondiale, l'Asie est poussée à maintenir sa consommation. Celle-ci s'entend aussi de ses besoins gargantuesques de matières premières africaines. L'Afrique ayant aussi opté pour une relance keynésienne basée sur les grands travaux d'infrastructure, les pays d'Asie y investiront davantage. L'axe Afrique-Asie est donc appelé à se consolider davantage.

En 2005, le géant de l'industrie minière Lukas Lundin avait accompli un voyage à moto du Caire au Cap Town (en Afrique du Sud). En cinq semaines, il avait parcouru les 8 000 miles en traversant 10 pays. Il fut surpris par l'état

pas trop délabré des routes africaines, contrairement à ses idées préconçues. Les compagnies chinoises étaient passées par là.

En 2006, la Chine promet, à la Conférence sino-africaine de Beijing, une nouvelle ère de coopération. La même année, la Chine signe des contrats commerciaux d'environ 60 milliards de dollars. Depuis, les investissements directs de la Chine ont sensiblement augmenté. En 2007, la Banque commerciale et industrielle de Chine, la plus grande banque de dépôt du monde, avait acquis le cinquième du capital de la banque sud-africaine Standard Bank. En 2006, l'Angola avait temporairement déclassé l'Arabie Saoudite comme premier fournisseur de la Chine en énergie pétrolière. La Chine a promis une assistance de 10 milliards de dollars aux pays africains à la Conférence sino-africaine du Caire. Elle s'est également engagée à supprimer 60 % du tarif de ses exportations vers l'Afrique et à renoncer à exiger le remboursement des crédits alloués à certains pays africains.

En 2008, le commerce entre la Chine et l'Afrique a crû de 45 %, atteignant 107 milliards de dollars.

Les efforts asiatiques en Afrique se concentrent sur les infrastructures. Or,

¹ *Credit crunch*, selon l'acception de Graham Turner (*a sudden downturn in lending precipitated by distress at financial institutions*), *The credit crunch. Housing bubbles. Globalization and the Worldwide Economic Crisis*, London, Pluto Press, 2008.

on en connaît l'effet multiplicateur. La Chine, par exemple, construit sa relation avec l'Afrique sur l'échange et privilégie les liens d'État à État. Cette approche réhabilite le substrat matériel des pays et participe à crédibiliser les États aux yeux de leurs populations. Le président de la Banque mondiale négocie avec la Chine pour la mise en place de petites et moyennes manufactures en Afrique pour y réduire le chômage.

Les critiques contre les investissements chinois de la part des Occidentaux quant à leur négligence de la donne démocratique ne tiennent pas la route. D'abord, la Chine elle-même, au regard des critères européens, n'est pas une démocratie. Mais cela n'empêche pas les sociétés occidentales d'y investir massivement et d'accueillir avec un enthousiasme débordant les commandes chinoises (centrales nucléaires, Airbus, TGV, etc.).

Les Occidentaux ont soutenu des décennies durant des dictatures parmi les plus sanguinaires d'Afrique. Les récentes critiques contre les régimes africains relèvent de l'hypocrisie au moment où le vent de la démocratie souffle sur l'Afrique et beaucoup d'autorités, si pas la quasi-majorité, y sont élues. Commercer avec la Chine devrait donc être compris à l'écart des considérations idéologiques. La Chine est aussi capitaliste qu'un autre État de tradition libérale.

David Pilling, réaliste sur ce point, écrit : « *Much of the criticism of China's influence rings hollow. The West's record on the continent (Africa) is less than exemplary* ».

Le recours aux fonds souverains obligera bientôt les pays occidentaux à s'ac-

commoder du gigantisme économique de l'Asie et de la Chine en particulier. Ils devront se rendre à l'évidence que si l'Asie doit être un des moteurs de la globalisation, elle devra continuer avec sa croissance. Celle-ci n'est possible qu'en accédant aux sources des matières premières dont l'Afrique est l'un des plus gros réservoirs.

Le recyclage des pétrodollars avait abondamment profité aux économies européennes à travers leurs circuits bancaires et boursiers. Aujourd'hui, les investissements asiatiques, à travers les fonds souverains, maintiennent à flot les circuits financiers taraudés par la crise.

Cette situation a conduit à la constitution du G20, modèle des concertations globales sur les autres crises. Paradoxalement, cet élitisme sur les matières financières (il se profilera en symbiose avec l'élitisme nucléaire bientôt) n'est pas de mise dans des secteurs cruciaux comme celui de l'environnement et de la lutte contre le terrorisme ou les épidémies.

Alors que les États se concertent pour éviter le scénario catastrophique de 1929 de l'égoïsme étatique, les banques se craignent et s'évitent pour ne pas hériter des produits toxiques enfouis dans les calculs infinitésimaux des produits dérivés. Cela a donné lieu au *credit crunch*. L'assèchement du marché interbancaire procède d'un manque de confiance. Ce risque de la panne de crédit a failli entraîner l'arrêt des transactions privées. Les taux d'intérêt ont crû jusqu'à 6 % entre les banques (notamment le LIBOR) et à 2 % pour les bons du Trésor. En situation normale, l'écart entre le taux interbancaire et celui des bons du Trésor est de 0,25 % ou 0,5 %.

1 Pilling D., "Africa builds as Beijing scrambles to invest", in *Financial Times*, Thursday December 10 2009.

Les États capitalistes, qui ont toujours abhorré l'aide aux démunis (l'affublant du qualificatif peu élogieux d'assistanat), déversent des tombereaux de milliards de dollars d'aide aux entreprises secouées par la crise ainsi qu'aux banques pourtant fautives. Comme le dit la caricature : « Socialisme pour les riches, capitalisme pour le reste. » Les États-Unis sont devenus une « *bailout nation*¹ ». Dans l'histoire, la spéculation excessive, insensée, cupide, téméraire et imprudente était punie par le marché. Les spéculateurs perdaient leurs capitaux, leur réputation et leur influence. Les deniers migraient vers d'autres opérateurs qui avaient manié modérément le risque. C'était, aux yeux de Barry Ritholtz, la plus grande vertu du capitalisme.

Le système actuel a perdu son mécanisme autocorrecteur, si jamais il en a existé un. L'économiste Allan Meltzer en conclut : « Le capitalisme sans la faillite est la religion sans le péché – cela ne fonctionne pas². »

Dans l'histoire économique, les États-Unis ont eu recours aux versements plantureux de capitaux pour sauver leur économie de la dépression. Mais lors de cette crise, toutes les proportions imaginables ont été dépassées. Il a été versé plus d'argent frais en un seul jet qu'il n'en a été attribué à toutes les crises réunies depuis le plan Marshall (14 000 milliards contre 3 920 milliards). En février 2009, les coûts des *bailouts* avaient dépassé les 14 000 milliards (14 trillions) de dollars. C'est sans précédent dans l'histoire des États-Unis.

Les États se sont présentés en derniers remparts face à la crise, face aux

crises : énergétique (OPEP, Russie, Brésil, Venezuela, Union européenne...), alimentaire (notamment les sommets de la FAO quoique boudés par les pays occidentaux), écologique (Copenhague sur le réchauffement climatique), démographique (PNUD, politique de contrôle des naissances), migratoire (OIM, politique restrictive sur l'immigration), économique (cycle de Doha), financière (G20, *bailouts*, plans de relance...), boursière (efforts de régulation des marchés financiers), bancaire (la France et le Royaume-Uni promettent de taxer de 50% les bonus des banquiers et s'efforcent d'élaborer une régulation nouvelle des banques).

Cet ensemble de phénomènes génère une nouvelle distribution des cartes avec à la clé un nouveau transfert du pouvoir économique vers d'autres pôles.

ET L'AFRIQUE DANS TOUTE CETTE CRISE ?

Alors que le système est mis à plat dans son ensemble, en Afrique, on applique encore la thérapie traditionnelle imposée par le Fonds monétaire international. On l'a vu en République démocratique du Congo où Dominique Strauss-Khan a dû jouer au grand écart pour intégrer les incongruités de son discours. Entre la relance keynésienne des projets chinois et la rigueur monétariste des programmes d'ajustement structurel, ses choix étaient cornéliens.

Alors qu'on devait s'attendre à une restructuration globale de la dette voire à un effacement total de la dette, aucune initiative n'est venue cautionner les efforts des Africains. Les banques occidentales ont bénéficié de *bailouts* de plusieurs centaines de milliards de dol-

¹ Ritholtz B., *Bailout Nation*, New Jersey, Wiley, 2009.

² *Idem*, p. 4.

lars ; alors que la dette africaine, somme toute modeste au vu des capitaux fébriles qui circulent sur les marchés boursiers, n'a fait l'objet d'aucune réunion sérieuse pour son effacement éventuel.

On assiste à une incompatibilité entre le modèle occidental de financement du développement de l'Afrique et celui des pays émergents. Le premier avait généré l'endettement qui obère aujourd'hui les budgets africains. Le second s'investit dans les infrastructures et tire à la hausse la croissance économique de l'Afrique. Face à l'insoutenabilité de la dette, on voit fleurir des crédits concessionnels et de consolidation des interventions étatiques dans le développement.

Les investissements des pôles émergents changent la donne dans l'orbite géopolitique de l'Occident où la périphérie africaine transfère ses quêtes d'outils de développement vers les économies asiatiques : ports (pays arabes), mines (Chine, Inde), pétrole (Chine), armements (ancien bloc soviétique, Chine, Brésil), capitaux frais (Asie), *know-how* (Asie), informatique (Inde, Turquie), équipements (Asie), nouvelles technologies et machines outils (Chine, Inde, Corée du Sud), etc. En plus, l'Asie exerce des pressions baissières sur les produits industriels depuis l'entrée de la Chine à l'OMC.

Les flux migratoires sont aussi des périmètres de paradoxe : les Africains partent de l'Afrique vers l'Europe ; les Asiatiques affluent vers l'Afrique, les Européens qualifiés scrutent les marchés prometteurs d'Asie.

Face à la crise, on constate un autre paradoxe : les pertes des banques sont nationalisées alors que les planteurs gains sont privatisés. On voit donc que

Main Street vient à la rescousse de Wall Street.

Le système économique est fondé sur le crédit. Il en ressort qu'on vit sur les moyens qu'on n'a pas, mais qu'on es-compte réaliser. Le paradoxe, c'est que lorsque le débiteur est insolvable, les taux d'intérêt sont exorbitants. L'hypothèque du futur est qu'il est déjà criblé de dettes sans savoir si les revenus seront à la hauteur des engagements actuels. Les rêves d'accès facile à la consommation des masses tournent au cauchemar.

Les *subprimes* ne sont pas seulement vécues en Amérique. Depuis le premier choc pétrolier (1973), on savait que l'excès de crédit avait entraîné un endettement excessif des pays africains. Ne pouvant pas payer le loyer de l'argent emprunté (intérêts), ils se sont vu confisquer leurs avoirs à l'extérieur. Sans considérer le risque pays, on avait prêté tous azimuts. Les défauts de paiements amenèrent au rachat des dettes (odieuses pourtant) par des fonds vau-tours. Les biens acquis par ces crédits furent revendus à vil prix. On était donc dans le droit fil des *subprimes* au niveau international.

L'hypertrophie de la bulle financière a, au moment de son éclatement, créé un reflux de l'économie réelle avec une relative exception dans les puissances émergentes qui ont sauvé le système de la dépression. Les règles de l'OMC leur profitant dorénavant, le protectionnisme émane maintenant des libéraux. Les vieilles économies se trouvent curieusement en décalage avec le libre marché.

Alors que la crise des *subprimes* avait suscité la saisie et la revente des maisons, celle de l'endettement en Afrique

avait provoqué la privatisation à grande échelle des sociétés d'État. Alors que les *subprimes* menaçaient les banques, la crise de la dette en Afrique n'avait menacé aucune banque créditrice d'Europe.

La crise de la dette en Amérique latine (1982) avait nécessité l'intervention énergique des pays développés, celle de l'Asie aussi (1997). Celle de l'Afrique n'entraînait aucune initiative sérieuse pour une solution durable. Une sortie de crise, là aussi, aurait été une injection de capitaux frais et l'allègement des conditions d'emprunt.

La crise des *subprimes* amène à des solutions *sui generis* et révolutionnaires pour certaines d'entre elles. Du 24 au 25 septembre 2009, à Pittsburgh en Pennsylvanie, le G20 s'était réuni pour élaborer un « code de la route » financier. Celui-ci s'était inscrit dans la ligne de la réforme de la gouvernance du FMI (les droits de vote au sein du conseil d'administration pour les pays émergents), la lutte contre les paradis fiscaux, les bonus bancaires, la stratégie de sortie de crise, la demande intérieure par rapport aux excédents commerciaux, les *economics policies*. Le G20 s'y était engagé de jeter les bases d'une croissance « forte, durable et équilibrée », d'une économie verte (arriver à un accord à Copenhague à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques), d'une coordination de la politique économique... Mais, il n'avait pas réussi à mettre en place un mécanisme de taxation des transactions financières au niveau international. Il avait néanmoins promis d'allouer 50 milliards à la réunion de Londres aux pays les plus pauvres (mais il n'en avait trouvé que 25).

CONCLUSION : PLAIDOYER POUR UNE THÉRAPEUTIQUE KEYNÉSIIENNE

Dans la mesure où le moteur économique ne démarrera pas tout seul, avec un coup de baguette magique, l'action de l'État est indispensable. Il incombe aux différents gouvernements de prendre des initiatives pour remettre le bateau à flot. Les méthodes ultraconservatrices de l'École de Chicago doivent être bannies. L'heure est au volontarisme étatique pour soutenir la consommation et permettre l'accès aux crédits. L'intervention de l'État a été salutaire pour sauver tout le système. Malgré tout, la tentation est forte de recourir aux pharmacopées déjà expérimentées dans le passé. Mais comment les appliquer à l'échelle du monde entier, système globalisé et aux caractéristiques inédites ? Il n'y aura pas, cela va de soi, de solutions autres que globales. Aux problèmes globaux, des solutions globales. Mais comment les rendre possibles dans un monde où la crise a frappé le cœur battant du système que constituent les États-Unis ?

L'hégémonie ou l'hyperpuissance, c'est selon, n'ayant plus la plénitude du pouvoir d'inflexion du système, comment garantir une régulation qui sera portée par les puissances émergentes ?

Les pays émergents ne sont pas encore capables de tenir les rennes du pouvoir mondial. Ils sont encore insuffisants dans plusieurs secteurs pour piloter les mutations profondes du système international. Car, répétons-le, cette crise n'est pas qu'économique. Des forces profondes ont charrié des transformations gigantesques dans plusieurs domaines. À la limite, la crise économique apparaît comme un épiphénomène.

On a vu la volonté prudente (« *wary willingness* ») de la Chine pour participer au leadership mondial. Elle s'était certes engagée à coopérer pour régler les problèmes mondiaux, mais elle se refuse à payer le prix d'un leadership partagé. Obama s'était essayé diplomatiquement à infléchir la position chinoise (à travers une « *diplomacy of deference* ») sans beaucoup de succès. Il avait invité la Chine à constituer un comité à deux pour affronter ensemble les problèmes du monde. Aucun autre pays n'a reçu une telle offre. Les États-Unis sont conscients que, sans l'aide de la Chine, la gouvernance hégémonique n'a pas beaucoup de chances de passer.

L'ambassadeur des États-Unis en Chine l'avait clairement exprimé : « Il n'y a réellement que deux pays dans le monde qui peuvent résoudre certains problèmes. » Et Barack Obama avait renchéri : « Nous savons qu'il y a plus à gagner lorsque les grandes puissances coopèrent au lieu de s'affronter [...] Les États-Unis convient la Chine à plus d'efforts pour jouer un plus grand rôle au niveau mondial – un rôle dans lequel une économie croissante s'allie à des responsabilités plus accrues. »

En réalité, l'ascension de la Chine et le changement global dans l'équilibre des forces relèvent de l'évidence et se révèlent chaque jour sur le terrain. Cette nouvelle configuration du pouvoir mondial a préoccupé le président américain qui, réaliste, n'hésite pas à déclarer clairement l'intérêt d'agir en duopole (G₂) avec la Chine dont le poids dans les affaires du monde ne fait plus l'ombre d'un doute.

Sans faire nécessairement référence à la crise économique actuelle, Sébastien Santander¹ souligne que les puissances

émergentes apparaissent comme des acteurs davantage influents et porteurs d'un potentiel de développement économique, capables d'occasionner une transformation fondamentale de l'état du monde et des rapports de forces qui se jouent dans l'arène politique et économique internationale.

Devant la surprise et l'ampleur de la crise, on n'ose pas trop s'avancer dans les propositions de sortie de crise. C'est normal, car la science fait profil bas lorsqu'elle n'a pas aidé à prédire des événements malheureux. Ensuite, des propositions trop inédites risqueraient d'être soupçonnées d'aventurisme ou d'irréflexion. On se plaît donc, faute de mieux, à se cramponner aux modèles et aux idées du passé. Cette tendance est fustigée par Nicolas Baverez², car les modèles et les idées du passé sont caducs. Pour lui, tout retour en arrière est impossible compte tenu de l'ampleur des pertes, de la lenteur du désendettement qui pèsera sur la croissance, de l'envolée des faillites, du chômage et des dettes publiques.

Il est vrai, il faut repenser. Mais un modèle global est difficile à mettre en place dans un contexte où la crise dure encore. Il faut certes commencer à penser et à conceptualiser l'après-crise. Mais il faut commencer par quelque part. D'abord, il sied de considérer le sentiment légitime, même s'il n'est pas partagé par tous, qu'on vit la fin simultanée de quatre cycles historiques d'inégale durée³. Un cycle de quatre cents ans, qui a vu les pays du Nord – Européens d'abord, États-Unis ensuite – dominer

¹ Santander S. (sous la dir.), *L'Émergence de nouvelles puissances*, Paris, Ellipses, 2009, p. 9.

² Baverez N., *op. cit.*, p. 147.

³ Pigasse M. et Finchelstein G., *op. cit.*, p. 207.

le monde au détriment des pays du Sud. Un cycle de cent ans, qui a vu les États-Unis devenir la première puissance, puis l'hyperpuissance du monde. Un cycle de trente ans, qui a vu le libéralisme gagner peu à peu du terrain – y compris, paradoxe ultime, dans la Russie autoritaire ou dans la Chine communiste. Un cycle de vingt ans enfin, qui a vu l'endettement devenir le principal moteur de la croissance. Mathieu Pigasse et Gilles Finchelstein concluent alors : « Tout cela s'achève. »

En intégrant le fait nouveau que constitue la globalisation en vue d'adapter certains aspects des solutions préconisées, on peut recourir au registre keynésien. La négligence du pacte keynésien est en partie responsable de cette crise qui frappe un système qui a laissé libre cours au monétarisme de Milton Friedman et au conservatisme de Hayek. Aujourd'hui, les thuriféraires du consensus de Washington, de guerre lasse, reconnaissent leur retentissant fiasco.

Revenir à Keynes adapté à la mondialisation serait le début du réalisme. Souvent, en cas de récession (comme aux États-Unis en 1975, 1982, 1991, 2001...), on attend de la Banque centrale qu'elle baisse les taux d'intérêt pour doper l'économie, que le Parlement vote la baisse des impôts et l'augmentation des dépenses au besoin pour accompagner le processus de redressement de l'économie. Krugman croit en cette solution plutôt qu'à celle du président Herber Hoover qui avait augmenté les impôts et réduit les dépenses en augmentant les taux d'intérêt.

La dernière solution fut catastrophique lors de la crise asiatique de 1997. Elle continue à faire des ravages en Afrique. L'austérité budgétaire et l'aug-

mentation des taux d'intérêts à des niveaux dissuasifs risquent de casser la machine économique. Les solutions standards face aux crises financières passent par l'injection de capitaux frais. Les exemples sont légion : New Deal de Roosevelt, la Suède en 1990, les États-Unis en 2008, les différents plans de relance dans pratiquement tous les pays du monde.

La dépression mondiale a été évitée de justesse, notamment grâce aux concertations internationales, à la sérénité dans les pays émergents qui ont continué à consommer, à la faiblesse du dollar qui permet de renflouer les exportations américaines, un certain découplage (quoique de faible amplitude) des marchés émergents par rapport à l'épicentre américain, etc. Ainsi, malgré l'effondrement de l'immobilier (la récente crise à Dubaï le prouve), la baisse de la consommation, la croissance vertigineuse du chômage (plus de 10 % aux États-Unis)... la machine n'a pas complètement cassé. La demande n'a pas reflué très sensiblement (surtout en Asie). L'économie de la demande a sauvé le monde.

Pour Krugman, il faut faire repartir le crédit et soutenir les dépenses. Il faut continuer à investir dans l'économie jusqu'à la périphérie du monde. On est là en plein dans le corpus des solutions keynésiennes.

« La crise, comme le note Jean-Hervé Lorenzi¹, est chaque fois un moment de vérité. Elle éprouve les vieilles convictions, met à l'épreuve les certitudes les mieux enracinées. C'est à la fois le lieu du conflit et de l'ambiguïté des théories, mais aussi celui des ruptures profondes

¹ *Fin de monde ou sortie de crise ?*, op. cit., p. 12.

et de l'apparition possible de nouvelles voies. » La voie est ouverte aux nouvelles voies : Là où change la géoéconomie, la géopolitique ne demeure jamais en l'état. À coup sûr.

Aujourd'hui, la quatrième génération de travaux sur la mondialisation nous permet d'élargir le champ d'analyse pour appréhender l'influence politique d'un ensemble plus vaste d'acteurs et de mécanismes de transformation à l'échelle planétaire¹. La gouvernance d'un monde en mutation est à ce prix.

Gordon Brown suggère² que, deux ans durant dans la tempête de la crise financière, il est clair que l'ancien contrat a été repensé et maintenant il ouvre la voie à une nouvelle ère. Le nouveau contrat doit reconnaître les deux nouvelles caractéristiques des institutions financières modernes : leur niveau global et leur interconnexion.

Principalement, ce contrat doit répondre à la problématique soulevée par la crise : que la répartition des risques et des gains entre les banques, les citoyens et les contribuables soit assurée équitablement.

Ce faisant, des mesures doivent être prises et pour être efficaces, elles doivent se fonder sur les quatre principes suivants :

- En économie globale avec un secteur financier global, aucune mesure ne peut opérer si elle n'est pas appliquée au niveau global ;

- Aucune mesure ne doit créer de distorsions ni inhiber la volonté ferme d'agir (*incentive avoidance*) ;

- Toute mesure doit compléter les règles de régulation déjà adoptées ou discutées ;

- Les coûts du secteur financier doivent être équitables et pondérés afin de permettre aux institutions d'accomplir leur tâche dans l'économie.

Le nouveau contrat requiert donc un large débat public. Celui-ci impliquera aussi bien les banques, les universitaires, les décideurs et les contribuables.

Mais, dans un contexte d'innovation financière (technologies et multiples produits dérivés) et de titrisation, l'approche macrosystémique est incontournable pour une meilleure gouvernance mondiale. Cette approche macrosystémique intègre les interrelations entre les institutions, les problèmes de l'une pouvant entraîner des problèmes pour une autre et les petites fragilités de plusieurs pouvant devenir une grande fragilité pour la collectivité³.

Déjà, la crise financière globale exige une approche globale. Que dire d'une crise systémique globale telle que nous l'avons mise en exergue ? Sur le plan théorique et méthodologique, le recours aux nouveaux outils élaborés dans le cadre de l'économie politique internationale pourrait déjà fournir le premier cercle de mise en commun entre disciplines scientifiques différentes. À travers cette démarche, on peut mêler les éléments d'analyses économiques aux phénomènes politiques. Autant qu'on utilisera l'analyse politique pour appréhender les événements politiques. Une guerre par exemple n'est qu'un *output* de la décision politique, elle implique des structures économiques en amont et en

¹ Graz J.-C., *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La découverte, 2009.

² Brown G., « *How we can restore trust in financial institution* », in *Financial Times*, novembre 2009.

³ Callatay E., *Les confessions d'un économiste ordinaire*, Bruxelles, Trends, 2009, p. 122.

aval. Une crise économique peut avoir une connotation politique et/ou entraîner des conséquences politiques, voire procéder d'une décision politique.

Les phénomènes de l'environnement s'invitent aujourd'hui dans les comportements des États et les analyses économiques. Des solutions globales doivent rendre compte de cette complexité en initiant des idées et des actions multi-sectorielles et multidimensionnelles. On peut citer :

- Le règlement de la question du fardeau de la dette;
- L'initiation de mesures environnementales pour sauver la planète;

- Le rééquilibrage des rapports internationaux pour juguler le déficit démocratique dans les institutions internationales;

- L'obligation d'assumer pleinement la mondialisation en évitant les attitudes sectaires issues de la guerre froide qui voient en la Chine un ennemi de l'Occident en Afrique.

Loin d'être exhaustive, cette liste n'est qu'indicative. Les solutions que requiert la crise actuelle sont encore à inventer. Les suggestions contenues dans cette analyse relèvent d'une esquisse qui n'épuise pas la complexité de la problématique. ¶



COMPRENDRE LA CRISE FINANCIÈRE ET SES CONSÉQUENCES SUR L'AFRIQUE ET LA RDC

DEOGRATIAS BUGANDWA MUNGU AKONKWA

DEPUIS 2007, une crise financière, devenue crise économique, ébranle le monde. Pour le néophyte, c'est surtout en 2008, avec la faillite de Lehmann and Brothers¹ qu'il entend parler de cette crise. Très vite, celle-ci s'est généralisée ou, à tout le moins, a propagé ses effets dans tous les pays du monde et dans tous les secteurs socioéconomiques. Dewatripont et al. (2009) parlent de crise systémique, et de contagion. Cet article poursuit deux objectifs :

Le premier objectif est bien indiqué dans le titre qui pourrait plus banale-

ment s'intituler : « Crise économique-Crise financière pour les nuls ». C'est dire que nous cherchons avant tout à expliquer la crise financière et comment elle est devenue économique. Il s'agit là d'un objectif purement pédagogique, informatif et de vulgarisation.

Dans nos interactions avec le monde intellectuel, en effet, nous avons remarqué que la crise que traverse l'économie mondiale, bien qu'elle fasse sentir réellement ses effets dans la vie courante, n'est pas comprise, surtout dans son origine et sa propagation. Notons que d'autres économistes ont tenté d'atteindre le même objectif d'expliquer la crise financière et sa propagation. La plupart de ces recherches, cependant, tombaient, soit dans la caricature et l'idéologie, c'est le

¹ Banque d'investissement multinationale américaine qui proposait des services financiers et des assurances de toutes sortes aux États-Unis, et qui, en septembre 2008, a officiellement fait faillite.

cas d'ATTAC¹ ; soit n'étaient tout simplement pas assez explicites concernant les concepts trop techniques utilisés, et elles manquaient de structuration logique sur l'évolution de la crise financière vers la crise économique (Benies, 2009). Et les plus rigoureuses étaient vraiment trop rigoureuses pour être comprises par des néophytes en matière d'économie (Blot et al., 2009 ; Dewatripont et al., 2009).

Le deuxième objectif sera alors de proposer quelques explications sur les impacts que peut avoir ou qu'a déjà cette crise sur la vie socioéconomique dans les pays africains et particulièrement la République démocratique du Congo. Nous terminerons par quelques mesures tant nationales qu'internationales susceptibles d'aider les États à faire face à la crise économique.

ORIGINE DE LA CRISE FINANCIÈRE

Le début de la crise actuelle peut être situé dans les difficultés rencontrées par les ménages américains à faible revenu pour rembourser les crédits qui leur avaient été consentis pour l'achat de leurs logements. Des emprunteurs qui ne présentaient pas les garanties suffisantes pour bénéficier des taux d'intérêt préférentiels (« *prime rates* ») se sont quand même vu attribuer des crédits à des taux moins préférentiels qu'on appelle « *subprimes* ». Aux États-Unis, il s'agit d'un crédit hypothécaire (immobilier) dont le logement du client est pris en garantie en cas de défaut de paiement. L'endettement des ménages américains a pu

s'appuyer sur les taux d'intérêt extrêmement bas pratiqués pendant des années par la Banque centrale des États-Unis (la FED) à partir de 2001. En plus de prêter à un taux bas, les crédits étaient rechargeables, c'est-à-dire que régulièrement on considérait la hausse de la valeur du bien, et on autorisait l'emprunteur à se réendetter du montant de la progression de la valeur de son patrimoine. Si cette pratique a fortement soutenu la croissance des États-Unis pendant cette période, elle a malheureusement aussi endetté fortement les ménages moyens.

Deux hypothèses théoriques fondamentales peuvent être vues comme ayant justifié ou encouragé les *subprimes* :

- Les crédits « *subprimes* » ont été gagés par une hypothèque sur le logement acheté, l'idée étant que les prix de l'immobilier aux États-Unis ne pouvaient que grimper. Dans ces conditions, une défaillance de l'emprunteur devait être plus que compensée par la vente du bien hypothéqué.

- Les taux variables basés sur le taux directeur : Ces crédits ont été souvent accordés avec des taux variables. Plus précisément, les charges financières de remboursement étaient au démarrage très allégées pour attirer l'emprunteur. Elles augmentaient au bout de 2 ou 3 ans et le taux d'emprunt était indexé sur le taux directeur de la FED.

Ces deux hypothèses, malheureusement, ne se sont pas vérifiées dans le temps. Ainsi, progressivement, la Banque centrale a relevé ses taux, de 1 % en 2004 à plus de 5 % en 2006, pour tenir compte de l'évolution de l'inflation et de la croissance américaine. Ceci a alourdi considérablement les charges financières des emprunts.

¹ www.attac.org : voir ses nombreuses prises de positions par rapport à la crise économique.

En outre, les prix de l'immobilier ont fini par baisser dans l'ensemble des États-Unis¹ et, par conséquent, la valeur des habitations est devenue inférieure à la valeur des crédits qu'elles étaient supposées garantir. L'afflux des défaillances des emprunteurs et des reventes de leurs maisons hypothéquées a accéléré la baisse des prix de l'immobilier. Les pertes se sont donc accumulées également du côté des prêteurs. Des établissements de crédit spécialisés se sont, les premiers, retrouvés en difficulté.

Illustration : L'été 2007, le taux de non-remboursement sur les crédits « *subprimes* » dépassait 15 % contre 5 % en moyenne à la même époque pour l'ensemble des crédits hypothécaires aux États-Unis, chiffre record depuis 1986². Mais on estimait, fin août 2007, que près d'un million d'emprunteurs avaient perdu leur logement. Cela pourrait concerner *in fine* quelque 3 millions de ménages américains.

DE LA CRISE DES SUBPRIMES À LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

La section précédente a montré comment les établissements spécialisés dans le crédit « *subprime* » ont été directement (et logiquement) touchés. Cependant, pour comprendre l'amplification et la contagion de cette crise, il convient d'expliquer le phénomène de titrisation.

¹ Des chiffres sur l'évolution du marché immobilier américain peuvent être obtenus dans l'ouvrage de Shiller (2009), repris sur le site de Wikipedia : voir liste des références bibliographiques.

² Voir « La Finance pour tous » : <http://www.lafinance-pourtous.com/Comment-la-crise-a-t-elle-commence.html>

La titrisation consiste à transformer des crédits distribués par une banque en titres de créances (obligations) qu'un investisseur peut acheter et vendre à tout moment. On dit que ces obligations sont adossées à un portefeuille d'actifs. Les banques émettrices des crédits créent des sociétés intermédiaires dans lesquelles ces crédits constituent les actifs³ (ensemble des biens corporels ou incorporels d'une personne physique ou morale) et qui émettent en contrepartie des obligations qui constituent le passif (l'ensemble des dettes ou ressources). Les intérêts et les remboursements des crédits servent au paiement des intérêts des obligations émises et à leur remboursement. Ces sociétés sont appelées SPV pour « *Special Purpose Vehicle*⁴ » ou « *Véhicule spécial* », car elles n'ont pas d'autre objet social et sont créées au cas par cas.

Voyons donc comment la titrisation a amplifié la crise financière :

Premièrement, avec la titrisation la vigilance des banques et des courtiers immobiliers qui ont initié les crédits aux ménages a été moins importante sur la capacité de ces derniers à rembourser correctement leur emprunt. En effet, les banques qui « *titrisent* » portent moins les crédits. Elles se rémunèrent à la commission, puis revendent le crédit. Elles font de la quantité et peuvent être moins regardantes sur la qualité. Ce comporte-

³ C'est pour cette raison que l'on entend souvent, dans les débats sur la crise, parler des actifs fictifs. En effet, normalement, l'actif est représenté par des biens immeubles, meubles, des marchandises et stocks, et des créances et liquidités de l'entreprise. Ici, il apparaît que l'actif de ces sociétés est constitué par des titres représentant les créances sur des individus : trop risqué donc.

⁴ Voir plus de détails dans l'ouvrage de Vernimmen (2005), chap. 52.

ment s'appelle « aléa moral » et consiste dans le fait qu'une personne ou une entreprise assurée contre un risque peut, de ce fait, se comporter de manière plus risquée que si elle était totalement exposée au risque. Dans le cas des banques, se considérant comme non pénalisées en cas d'imprudences dans leurs opérations, elles prennent plus de risques lors de l'octroi de crédits ou de l'exécution d'opérations de marché.

Un deuxième mécanisme d'amplification est la façon dont la titrisation a été opérée, avec une démultiplication opaque et spéculative du système. Concrètement, les banques d'affaires qui organisent la titrisation regroupent des « paquets » de crédits qu'elles mettent à l'actif des véhicules¹. Elles ont constitué des paquets de crédits *subprimes*, mais aussi des paquets mixtes, mélangeant des crédits *subprimes* avec d'autres crédits hypothécaires, ou avec des crédits destinés à d'autres financements. Les risques de défaillance de ces « paquets » étaient supposés être inférieurs à ceux des crédits pris un par un. C'est ce qui permet d'obtenir une très bonne notation de la part des agences de notation sur les obligations émises en contrepartie. Notons toutefois que cela n'est vrai que si les risques pris sur chaque crédit mis dans le paquet sont indépendants (au sens strict et statistique) les uns des autres. Or, les risques mis en paquets étaient interdépendants, car tous liés au marché immobilier américain. La baisse des prix de l'immobilier américain a donc entraîné logiquement un effondrement de la valeur des actifs des véhicules.

¹ Pour se faire quelques idées sur les bilans des banques, voir www.ulb.ac.be/cepulb/docs/Crise.ppt, (powerpoint d'une conférence débat organisée à l'Université libre de Bruxelles).

En troisième lieu, on peut citer la façon dont ont été construites les obligations souscrites par les investisseurs, en contrepartie des paquets d'actifs : Celles-ci ont également été découpées en « tranches ». Certaines tranches comportaient des rendements plus élevés, mais aussi plus de risques, en ce sens qu'elles étaient les premières à être pénalisées si intervenaient des accidents de paiement sur les actifs. Ces obligations ont été en principe souscrites par des fonds d'investissement à risque (*hedge funds*). Des tranches intermédiaires venaient ensuite et des tranches plus sécurisées (dites « senior ») n'étaient pénalisées qu'en cas de dévalorisation générale des actifs, ce qui était supposé ne jamais intervenir. Mais l'effondrement des actifs a entraîné même ces obligations dans la débâcle à la surprise de leurs souscripteurs puisqu'il n'y a pas eu d'alerte progressive par une détérioration de la notation.

Un facteur supplémentaire est l'achat à crédit : En effet, les investisseurs qui ont acheté les obligations n'ont pas tous acheté en payant comptant, mais en s'endettant à leur tour pour bénéficier de l'effet de levier (mesure de gain espéré d'une opération financière par rapport à l'investisseur de base : on parle d'opération à effet de levier) d'un endettement à bas taux d'intérêt. Ces investisseurs, essentiellement les banques et les *hedge funds*, ont opéré ce qu'il convient d'appeler une « titrisation au second degré » en créant de nouveaux véhicules (appelés cette fois-ci SIV ou « conduits ») dont l'actif a été constitué par des obligations des véhicules de premier niveau et dont le passif a été constitué par du papier commercial à court terme (appelé *Asset Backed Commercial Paper* ou ABCP). Il s'agit là d'un mécanisme bancaire

anormal parce que consistant à utiliser des ressources à court terme pour effectuer des prêts à long terme, ce qui est contraire à la pratique financière.

La régulation et le contrôle des banques, et notamment les règles de constitution d'un capital prudentiel en fonction des crédits distribués, visent à protéger les épargnants et l'économie contre les risques liés à la transformation et à prévenir les paniques. Ici, cependant, la transformation s'effectuait sur le marché et non dans les banques. Ces véhicules étaient contrôlés par leurs créateurs sans leur appartenir techniquement. Comme les autres véhicules de titrisation, ils étaient en principe hors bilan. Du coup, les règles communes du contrôle prudentiel bancaire ne leur étaient pas appliquées.

LEFFONDREMENT DES OBLIGATIONS

L'effondrement des obligations a entraîné un mouvement de retrait massif vis-à-vis de ce papier commercial et donc l'assèchement brutal de la liquidité bancaire à partir de juillet 2007. Les banques ont mobilisé toutes leurs ressources pour leurs propres financements et ont refusé de prêter même à court et à très court terme aux autres banques. Cet engrenage a touché l'ensemble du système bancaire américain, mais aussi européen parce que, dans le contexte de la globalisation financière, les banques européennes avaient également participé à ces montages.

Devant le risque – ou mieux la réalité – de la crise bancaire systémique, les banques centrales des États-Unis, d'Europe et du Japon, se sont vues obligées de prendre des mesures urgentes pour éviter

des faillites en cascade, ce qui aurait été une catastrophe économique. Ces mesures vont de l'injection massive et soutenue de liquidités dans le marché des crédits interbancaires aux mesures visant à plus de régulation du secteur bancaire. D'où le rôle important des banques centrales.

LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES

La crise financière actuelle a mis sur le devant de la scène les banques centrales qui jouent un rôle important à la fois au cœur des marchés en tant que régulatrices de la quantité (masse monétaire) et du prix (taux à court terme) de la monnaie, et au-dessus des marchés en tant qu'autorités de surveillance. Ici, nous nous limitons à l'action des banques centrales en ce qui concerne le premier volet.

Les banques commerciales interviennent sur le marché interbancaire pour placer leurs liquidités excédentaires ou au contraire pour obtenir des liquidités, ou pour lisser leur trésorerie prévisionnelle en fonction des mouvements de fonds qu'elles prévoient. Les paiements interbancaires se font exclusivement en monnaie centrale, c'est-à-dire par mouvements entre les comptes que les agents bancaires détiennent à la Banque centrale. En fonction des tensions constatées sur le marché interbancaire, la Banque centrale intervient pour injecter ou au contraire retirer des liquidités. Ces interventions lui permettent d'influer sur les taux pratiqués sur le marché interbancaire, qui eux-mêmes déterminent les taux auxquels peuvent emprunter les agents non bancaires, et ainsi de contrôler la croissance de la masse monétaire afin d'éviter l'inflation.

L'injection de fonds par la Banque centrale constitue des prêts consentis aux établissements de crédit que ceux-ci vont donc devoir rembourser. Il ne s'agit donc absolument pas de faire marcher la planche à billets. Ces opérations se font systématiquement contre des garanties, titres ou créances, que les établissements remettent à la Banque centrale. Si l'établissement est en défaut et ne peut pas rembourser, la Banque centrale conserve les titres et les vend sur le marché pour rembourser le prêt. Elles n'ont pas pour objectif de renflouer un ou plusieurs établissements de crédit en particulier. Tous les établissements de crédit peuvent y avoir accès selon la nécessité, l'objectif de l'opération étant d'agir sur le marché monétaire dans sa globalité.

Il est important de distinguer le rôle des banques centrales en temps normal et en temps de crise pour comprendre comment la crise passe d'une banque à l'autre.

En temps normal, les établissements de crédit ne vont se refinancer auprès de la Banque centrale qu'en dernier recours, car ils peuvent en principe trouver des conditions plus avantageuses sur le marché interbancaire. Tout le jeu - subtil - de la Banque centrale consiste donc à entretenir un certain déficit global de liquidités de façon à contraindre les banques à venir se refinancer auprès de la Banque centrale, juste assez pour que celle-ci puisse maintenir son contrôle sur les taux mais pas trop pour ne pas créer une situation de déficit général de liquidités qui bloquerait les circuits financiers normaux.

En temps de crise, la confiance mutuelle que se font généralement les établissements de crédit est mise à mal : chacun soupçonne les autres d'aller plus mal que lui, et de ce fait les transactions

sur le marché interbancaire ne se font plus. Les banques qui ont des excédents de trésorerie répugnent à placer ceux-ci auprès de leurs consœurs, et celles qui ont un besoin de financement ne trouvent pas à se couvrir sur le marché. Elles vont donc toutes se tourner vers la Banque centrale.

Après ce survol, vraiment synthétique, voyons maintenant de quelle manière la crise financière et économique a affecté l'Afrique. Nous ferons en même temps des liens particuliers avec le cas de la République démocratique du Congo.

IMPACT DE LA CRISE SUR LES PAYS AFRICAINS ET LA RDC EN PARTICULIER

Après ce survol théorique, esquissé précédemment, nous voulons, dans le développement qui suit, examiner comment la crise financière et économique - ainsi décrite - a affecté l'Afrique et la République démocratique du Congo. Shanta Devarajan (chef économiste « Afrique » à la Banque mondiale) est l'un des économistes qui critiquent l'idée selon laquelle l'Afrique serait découplée de la crise économique globale.

En effet, alors que l'on s'attendait à ce que la crise mondiale épargne l'Afrique subsaharienne en raison de son secteur financier relativement réduit, la région a été durement touchée, particulièrement les pays instables sur le plan politique tels que la République démocratique du Congo et le Soudan, a remarqué Victor Davies de la Banque africaine de développement¹. Ce même rapport, citant Joe Masawe de la Banque de la Tan-

¹ European Report on Development, *Surmonter la crise économique en Afrique* : <http://ec.europa.eu/de->

zanie, constate qu'à la différence de ce qui s'est produit en Occident, le « choc frappant le système financier risque bien de provenir du secteur réel¹ ». Ceci dit, il est vrai que les banquiers africains n'utilisent pas les produits dérivés, et les prêts restent dans leurs propres bilans. Pourtant, force est de constater que : (1) La plus grande économie d'Afrique (la République sud-africaine) a 40% de ses prêts en hypothèques, et, à l'instar de ce qui s'est passé avec les *subprimes* aux États-Unis, les prix des immeubles sont en train de tomber. (2) Au Nigéria (2^e économie d'Afrique), le niveau de crédit privé a augmenté de 100% en 2007, ce qui est tout aussi inquiétant quant à la capacité des emprunteurs de rembourser ces crédits.

Ceci montre que l'Afrique est même plus frappée par la crise que les pays d'où la crise est venue. D'une part, les mêmes causes de la crise en Occident peuvent produire les mêmes effets en Afrique ; d'autre part, le phénomène de propagation fait subir à l'Afrique « la crise des autres », pour reprendre les termes de Trevor Manuel².

Pour le président du Fonds monétaire international d'ailleurs, la crise va certainement avoir des effets sévères sur l'Afrique. Le FMI, en effet, prévoit qu'en 2009 la croissance économique

africaine sera amputée de moitié, passant d'une moyenne de 6 % au cours des cinq dernières années à 3 %, voire moins³. De manière générale, la Banque africaine de développement estime que le nombre de personnes pauvres augmentera de 27 millions et l'Organisation internationale du travail prévoit que le chômage atteindra 9,5 % fin 2009 (Oduro, 2009). La plupart des marchés financiers de l'Afrique subsaharienne, particulièrement dans les pays fragiles, sont très réduits et mal intégrés, raison pour laquelle la crise mondiale n'a atteint les rives du continent que lorsqu'elle a commencé à toucher l'économie réelle.

Pour comprendre l'impact de la crise économique sur l'Afrique, nous distinguerons, à la suite de Giorgia Giovannetti – principal auteur du rapport européen sur le développement – cinq canaux différents pour la transmission indirecte des effets de la crise : les flux des capitaux, les transferts des revenus des travailleurs africains, la question de l'aide étrangère (au développement), et les prix des produits primaires. Mais nous y ajouterons un 5^e canal qui concerne la réduction de la demande mondiale. Ces canaux sont analysés ci-dessous et montrent que la crise économique pèsera lourdement sur les budgets de l'État (qui dit chute des exportations dit baisse du chiffre d'affaires des entreprises et, partant, des recettes fiscales), aussi bien que sur les revenus des ménages.

- Flux des capitaux : Devarajan montre que ces flux ont augmenté sensiblement entre 2006 et 2007, et sont désormais plus élevés que l'aide étrangère.

development/icenter/repository/post_accra_press_release_20090603_FR.pdf

1 Faisant contraste par rapport à l'origine même de la crise financière aux États-Unis et en Europe qui, comme nous l'avons analysé précédemment, provient de la forte titrisation qui a créé une sorte d'économie fictive ou immatérielle (nous avons parlé d'ailleurs des « valeurs Internet »).

2 Interview du ministre sud-africain par France 24 à Dar-Es-Salam (Tanzanie): <http://mobile.france24.com/fr/20090316-lentretien-trevor-manuel> (16 mars 2009)

3 FMI : <http://www.imf.org/external/french/np/speeches/2009/031009f.htm> : Discours de Dominique Strauss-Kahn (le 10 mars 2009).

Ils servent à financer les infrastructures, les mines, etc. Comme la crise économique est celle du capital, on peut s'attendre à ce que ces flux diminuent, que les investisseurs revoient leurs plans d'investissement à la baisse. Ainsi, Devarajan montre que la bourse du Nigéria est tombée de 60%, tandis que celle du Kenya baissait de 40%. Pour le cas du Nigéria, Roy Laishley¹ montre que la diminution vient du fait que les investisseurs étrangers ont retiré environ 4 milliards de dollars du marché financier nigérian en 2008. Devarajan explique par la suite que pour la RDC, les financements en provenance de l'étranger vont diminuer de 1,8 milliard de dollars.

- Transferts des revenus des travailleurs africains de la diaspora. Selon un rapport de la Banque africaine de développement cité par Djibril (2009)², ces transferts peuvent être évalués entre 14 et 17 milliards. Ils ont même atteint 20 milliards de dollars en 2008 selon Mida qui estime que ce montant représenterait même le tiers du montant réel si on devait tenir compte des transferts non enregistrés. Malheureusement, on pense qu'ils vont diminuer (Souleymane Bassoum chiffre la diminution à +/- 4,4%) ou rester constants en 2009. En effet, comme 77% de ces transferts viennent de l'Europe occidentale et des États-Unis, l'assombrissement des perspectives d'emploi des ressortissants afri-

cains vivant dans ces parties du monde comporte le risque d'une réduction des transferts qu'ils envoient à leurs familles. Au Kenya déjà, les envois de fonds de l'étranger ont diminué de 13,3 % pour le 4^e trimestre 2008 par rapport à la même période en 2007 (*Afrique Renouveau*, Devarajan).

- Aide extérieure : L'expérience montre que les crises (même moindres que la crise actuelle) peuvent entraîner la baisse de l'aide extérieure. Certes, tous les gouvernements ont promis de garder le niveau de leur aide aux pays pauvres. Pourtant, l'histoire économique nous apprend que lors de la crise des années 1990 en Europe du Nord (Suède, Norvège, Finlande), ces pays ont réduit l'aide de 17% à 10%. Lorsque, par ailleurs, l'on connaît les écarts fréquents entre les promesses des bailleurs et leur réalisation³, on peut se permettre de rester sceptique, et donc de maintenir qu'il y aura bel et bien baisse de cette aide extérieure. Ainsi, les pays qui dépendent de l'Aide publique au développement (APD) tels que la RDC, le Rwanda, le Bénin, le Libéria, l'Éthiopie, le Niger, les Comores et d'autres, s'attendent à des conséquences y relatives.

- Prix des produits primaires : Surtout pour les produits exportateurs de matières premières (pétrole, minerais, produits agricoles...) et c'est notamment le cas de la RDC. Suite à la récession économique globale, le prix du cuivre a baissé de 60 %. Le pétrole, à environ 45 dollars le baril, est à une fraction de son maximum de plus de 140 dollars

1 Laishley, R. (2009, Avril) « L'Afrique sous la pression de la crise économique mondiale », in : *Afrique Renouveau*, Vol.23 (Avril 2009) : <http://www.un.org/french/economicdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-crise-economique.html>:

2 Centre d'études et de recherches internationales de l'université de Montréal, Djibril, Diop (2008), <http://www.er.uqam.ca/nobel/aderac/DossierAcfas/acfas2008/Quebec.pdf>

3 Dans son exposé, Devarajan a par exemple expliqué qu'alors qu'en 2005 l'économie était meilleure qu'actuellement, les bailleurs de fonds ont promis de doubler l'aide pour les pays pauvres. Jusqu'à présent, sur ce qu'ils avaient promis, un déficit de 20 milliards existe toujours.

d'il y a un an. Les prix du caoutchouc, du coton, de l'huile de palme et du bois ont également considérablement baissé (Lashley, *Afrique Renouveau*, www.un.org/AR). Le volume des exportations de caoutchouc du Libéria est passé de 135 000 tonnes en 2007 à 88 000 tonnes en 2008. Pour les pays exportateurs de pétrole, la baisse des prix pétroliers pourrait entraîner une baisse du PIB jusqu'à 15% en 2009.

- Enfin, la réduction de la demande mondiale entraîne une montée du chômage, le secteur minier étant particulièrement touché. Selon la même source que précédemment, en République démocratique du Congo (RDC), particulièrement dans la province du Katanga, 60 % des entreprises ont fermé leurs portes mettant entre 200 000 et 300 000 personnes au chômage, avec des conséquences indirectes pour plus d'un million de personnes. En Afrique du Sud, environ 64000 emplois ont été perdus dans le secteur minier, avec comme conséquence sur les migrants du Lesotho et du Swaziland qui y travaillent, plus de 5 000 pertes d'emplois au cours du seul mois de février 2009 (voir Lashley pour ces diverses statistiques).

À ceci, on peut aussi ajouter les éventuelles réductions des revenus du tourisme dans beaucoup de pays africains. En effet, les plus grands demandeurs du tourisme sont les Occidentaux. Leurs revenus étant affectés par les effets de la crise, cela pourrait entraîner la baisse de leurs dépenses consacrées au loisir, celui-ci étant un bien de luxe, avec une élasticité-prix assez sensible. De nombreux pays africains dépendent essentiellement du tourisme (Île Maurice, Seychelles, Cap-Vert, et de plus en plus le Rwanda...).

Ces évolutions peuvent être lourdes de conséquences sur le plan de la croissance économique et sur le plan humain. Sur le plan économique, remarquons qu'entre 1997 et 2007, la croissance économique en Afrique subsaharienne était de l'ordre de 5,9 à 8,1% par an¹. Les prévisions de croissance pour 2009 dépassent à peine 3%. Les conséquences de cette baisse de croissance sur le plan humain peuvent se faire sentir sur l'Indice du développement humain (IDH), et on craint qu'elles soient énormes. On peut identifier :

- Un risque réel de réduire des millions d'individus à une pauvreté extrême.
- La mortalité infantile et juvénile est destinée à augmenter.
- Les taux de scolarisation (tant dans le primaire que dans l'enseignement supérieur) vont baisser.

La réduction des échanges commerciaux, de l'investissement étranger direct et de l'aide ont pour effet une diminution des revenus dont disposent les pays pour financer des programmes sociaux, notamment pour l'éducation et la santé, et mettent en danger les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (ODM).

Perspectives pour la relance

Comme l'a déclaré le président de la Banque africaine de développement², peu de pays africains ont les moyens nécessaires pour échapper à la crise. Les

1 FMI : <http://www.imf.org/external/french/np/speeches/2009/031009f.htm>

2 À la réunion du Sommet de l'Union Africaine, en février 2009.

États occidentaux ont stimulé leurs économies avec des plans vertigineux pour la relance de leurs économies (+/- 2000 milliards pour l'Europe, 700 milliards pour les États-Unis¹). Il faut donc trouver des pistes de solutions plus accessibles aux pays africains. Plusieurs réflexions dans ce sens ont été menées, et parmi les solutions envisageables, on peut citer :

Premièrement, des programmes de relance budgétaire pour l'Afrique peuvent être financés au moyen de ressources extérieures. Ces politiques visent essentiellement à remplacer les fonds privés qui se font plus rares. Elles permettraient de limiter la baisse de la croissance dans les pays africains. Dans cette perspective, un pays comme la RDC peut investir dans des domaines tels que la sécurité et la défense, les infrastructures (routes, hôpitaux, éducation et universités en particulier, accès à l'eau potable et à l'électricité...). D'une certaine manière, nous pouvons dire que le programme que le gouvernement congolais regroupe dans les « 5 chantiers », s'il est bien mené, permettra d'amortir la chute, et de tirer partie du rebond attendu de l'économie mondiale. Les analystes de la Banque mondiale ont estimé que l'investissement dans de pareilles infrastructures peut se traduire par un relèvement de la croissance de plus de 2%, par un surcroît de productivité de 40%, et par de nombreuses créations d'emplois (Devarajan, 2009).

Pour financer ces investissements, plusieurs pistes sont envisageables :

- Exploitation rationnelle des sources nationales de richesses (sol et sous-sol, potentiel humain, création et amélioration des services...).

- Renforcement (et régulation) des institutions financières internes pour soutenir l'économie nationale.

- Accroître la maîtrise de l'État civil pour que l'État congolais puisse mieux contrôler et accéder aux revenus des individus et des entreprises, et étendre ainsi ses bases d'imposition.

- Exploiter le potentiel des institutions non bancaires (y compris celles de microcrédit) pour soutenir les Très Petites Entreprises, les PME et renforcer ainsi l'économie locale. Ce point est d'autant plus important que ces petites organisations emploient plus de 80 % de la main-d'œuvre dans tous les pays du monde.

- Recourir à l'aide extérieure. Dans cette perspective, le président du Groupe des 10 à la Banque mondiale, M. Zoellick, a exhorté les pays développés à consacrer 0,7 % de leurs plans de relance aux pays en développement dont les moyens ne leur permettent pas de profiter de mesures similaires.

Toutefois, si l'on reconnaît que les pays africains ont de fortes spécificités les uns par rapport aux autres, il serait inadéquat de parler de l'impact de la crise de manière agrégée. Aussi, les types d'intervention doivent tenir compte de ces spécificités. Un modèle de cette stratégie de « personnalisation » ou de catégorisation de l'intervention a été proposé par la Banque mondiale (Devarajan) qui a divisé les pays africains en deux catégories :

- Pays africains où les conditions initiales étaient plus fortes que ceux où ces conditions étaient fragiles.

¹ Il convient de mentionner ici que le plan des États-Unis commence déjà à porter ses fruits dans la mesure où on parle déjà de la fin de la récession, la croissance économique étant repassée à la hausse (voir le journal *L'Écho* du 30 et 31 octobre 2009 en Belgique).

	Conditions initiales faibles	Condition initiales fortes
Impact immédiat	R.D.Congo	R.S.A, Nigeria, Maghreb
Impact retardé	Rwanda, Burundi, Tanzanie, Ethiopie...	Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Tanzanie...

- Pays africains où l'impact est immédiat (très dépendants des capitaux étrangers), et ceux où l'impact est retardé.

Sur la base de ces variables, on peut déterminer une matrice à 4 cellules comme ci-dessus.

L'objectif de cette réflexion n'étant pas d'analyser les conditions économiques de ces différents pays donnés en exemple, nous allons nous attarder uniquement à expliquer la position de la République démocratique du Congo.

Notre pays se trouve dans le coin supérieur gauche, cela veut dire parmi les pays où les conditions macroéconomiques de départ sont très faibles ; ce qui n'est plus à démontrer pour ce pays. Avec un sol et un sous-sol extrêmement riches, le pays dépend des exportations de matières premières. En même temps que les prix de ces matières baissait, la République démocratique du Congo a vu chuter le niveau de ses financements étrangers.

Outre ce pays, nous avons les pays dont les conditions initiales étaient beaucoup plus fortes, même s'il y a eu un effet immédiat de la crise sur ces pays (RSA, Nigéria, etc.) Pour ces pays, la Banque pense à des mesures de relance budgétaire similaires à celles que les pays occidentaux ont adoptées dès le début de la crise économique.

Puis les pays à situation fragile où l'impact n'est pas immédiat (6 à 9 mois). Dans ces pays, la Banque préconise la

diminution du déficit budgétaire. Par exemple, ces pays devraient prendre des mesures visant à redonner confiance au secteur privé pour attirer les investissements.

Par ailleurs, la réglementation et la régulation des activités bancaires et d'assurance devrait normalement empêcher des mécanismes tels que le lancement de produits financiers trop risqués et tels que l'aléa moral. Nous avons expliqué précédemment le rôle de ces deux facteurs dans l'amplification de la crise financière.

Nous ne pouvons pas finir cette réflexion sans parler de la nécessité d'une gestion avisée des finances publiques. Ceci est tout à fait déterminant pour qu'il y ait un redressement plus rapide au sortir de la crise. Ceci sous-entend que l'État congolais puisse réellement exercer son pouvoir sur la gestion de l'économie et maîtriser la bonne gouvernance.

CONCLUSION

La crise économique a affecté beaucoup de personnes et d'entreprises de manière concrète et palpable. Comment et pourquoi elle est arrivée, comment elle s'est propagée des États-Unis vers le reste du monde (l'Afrique et la RDC en particulier), quelles sont les mesures qui

ont été prises pour la relance des économies, et quelles mesures sont prises ou envisageables pour notre pays, étaient autant de questions auxquelles répondre n'était pas évident.

Nous avons en effet constaté que face aux interrogations concrètes de beaucoup de personnes, la littérature sur la crise restait soit très complexe et technique pour être comprise par les non-habitués ; soit alors qu'elle était teintée d'idéologie et qu'elle semblait alors fortement dans la caricature.

Nous nous sommes alors fixé l'objectif de contribuer à apporter une meilleure compréhension de la crise et de ses impacts sur les pays d'Afrique.

En guise de synthèse, nous avons expliqué que la crise est venue d'une mauvaise gestion des crédits hypothécaires aux États-Unis et de la prolifération des produits financiers sophistiqués et extrêmement risqués. Sa propagation a été assurée essentiellement par le phénomène de titrisation que nous avons expliqué précédemment.

Concernant l'impact de la crise sur les pays africains, il apparaît que ceux-ci – contrairement à ce que l'on pouvait penser – sont doublement frappés par la crise économique : D'abord parce qu'à l'instar des pays occidentaux, les pays africains qui sont actifs sur les marchés financiers (Afrique du Sud, Nigéria, Kenya...) ont connu une perte de confiance entre les banquiers, provoquant la panique et la crainte des faillites. Mais contrairement aux pays occidentaux, ces pays africains n'ont pas la même capacité de pouvoir injecter des milliards de dollars sur le marché monétaire en vue de pouvoir le stabiliser. Ensuite, l'Afrique – et particulièrement la République démocratique du Congo – subit de manière indirecte la

crise à travers la réduction des capitaux étrangers, la chute des transferts de la diaspora, la baisse des prix des matières premières, la baisse de l'aide et la baisse de la demande mondiale.

Notre article s'achève par quelques pistes susceptibles d'amortir ces effets, mais aussi pouvant permettre de mieux profiter du rebond de l'économie mondiale au moment opportun. Ces pistes vont des investissements en infrastructures, financés par les ressources internes et par les aides internationales, à l'amélioration de la gouvernance nationale, en passant par une meilleure organisation et régulation du secteur financier aussi bien formelle qu'informelle.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Benies Nicolas, *Petit manuel de la crise financière et des autres*, Collection « Arguments », Paris, 2009.

Benies Nicolas, *Crise systémique ou défaillance des acteurs. Crise Financière deviendra crise économique*, 2009. Article accessible gratuitement sur le lien :

<http://pagesperso-orange.fr/michel.onfray/beniescriseeconomiqueDeco7.pdf>

Blot C., Le Bayon S., Lemoine M. et Levasseur S., « De la crise financière à la crise économique : une analyse comparative France-États-Unis », *Revue de l'OFCE*, 2009. Accessible sur : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/crise2009/crise25.pdf> (OFCE).

Dewatripont M., Freixas X. et Portes R., *Macroeconomic Stability and Financial Regulation: Key Issues for the G20*, Vox EU and CEPR eBook, 2009.

Dewatripont M., www.ulb.ac.be/cepulb/docs/Crise.ppt (powerpoint d'une

conférence débat organisée à l'Université libre de Bruxelles).

Djibril Diop, *Migrations et Développement local. Devant l'équation du financement du développement : les associations d'immigrés, la 3^e voie ?*, Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, 2008. <http://www.er.uqam.ca/nobel/aderae/DossierAcfas/acf2008/Quebec.pdf>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Shiller_indice_des_prix_US.jpg

Laishley R., « L'Afrique sous la pression de la crise économique mondiale » *Afrique Renouveau*, vol. 2, avril 2009. Accessible gratuitement sur le site : <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23noi/231-crise-economique.html>:

Oduro A. D., *Adverse Shocks and Social Protection in Africa: What Role for Formal and Informal Financial Institutions?* Paper Prepared for European Report on Development, May 2009. Cet article peut être gratuitement téléchargé sur <http://erd.eui.eu/media/oduro.pdf>, et explique clairement les effets, bien qu'indirects, que la crise pourra avoir sur les ménages pauvres en Afrique.

Vernimmen P., Quiry P., et Le Fur Y., *Finance d'entreprise* (chap. 52), 6^e éd., Dalloz-Sirey, Paris, 2005.

Autres ressources (Internet)

ATTAC, *De la crise financière à la crise économique*, www.attac.org.

Finance pour tous

<http://www.lafinancepourtous.com/Comment-la-crise-a-t-elle-commence.html>.

European Report on Development, *Surmonter la crise économique en Afrique* : http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/post_accra_press_release_20090603_FR.pdf

Interview du ministre sud-africain par France 24 à Dar-Es-Salam (Tanzanie) : <http://mobile.france24.com/fr/20090316-lentretien-trevor-manuel> (16 mars 2009).

FMI : <http://www.imf.org/external/french/np/speeches/2009/031009f.htm> : Discours de Dominique Strauss-Kahn (le 10 mars 2009).

FMI : <http://www.imf.org/external/french/np/speeches/2009/031009f.htm>. ¶

